



MAIRIE DE CHÂTRES

A Châtres, le 19 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf du mois de novembre à dix-neuf heures zéro minute s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Châtres, après avoir été légalement convoqué, sous la Présidence de Monsieur Michel ROLLIN, Maire.

ETAIENT PRÉSENTS : BENOTMANE Herminia – BILLET Louis – BLANCHARD Joël – BONNADIER Catherine – BONNADIER Fabrice – BRAC DE LA PERRIÈRE Guillaume – MUZEAUX Christine – ROLLIN Michel – VERDAVAINNE Guy – VICENTE David

ETAIENT ABSENTS EXCUSÉS : TÉTART Marc (pouvoir à BENOTMANE Herminia)

Secrétaire de séance : Catherine BONNADIER

Nombre de membres en exercice : 11

Présents : 10

Votants : 11

Date d'envoi de la convocation : 24/10/2024

Date d'affichage : 24/10/2024

La séance est ouverte à 19 h 00.

DÉLIBÉRATION RELATIVE A L'APPROBATION DE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Exposé des motifs :

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville a été décidée par délibération du Conseil Municipal lors de la séance du 4 novembre 2020 (délibération n°2020/56).

Le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a eu lieu lors de cette même séance du Conseil Municipal le 4 novembre 2020.

Les travaux ont été enrichis par des démarches de concertation avec la population (diffusion des documents du PLU sur le site Internet de la commune, et disponibles en mairie en version papier ; mise à disposition d'un registre en mairie ; diffusion d'un questionnaire ; organisation d'une réunion publique).

Le projet de PLU révisé a été arrêté lors du Conseil Municipal du 21 novembre 2023.

Il a ensuite fait l'objet d'une consultation des Personnes Publiques Associées, qui ont pu exprimer leur remarques et recommandations. A la seule exception de la chambre d'agriculture, les avis des Personnes Publiques Associées n'expriment pas d'avis défavorables au projet.

Le projet de PLU révisé a enfin fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 18 juin au 18 juillet 2024. A cette occasion, deux observations ont pu être exprimées. Le Commissaire enquêteur en charge de mener cette enquête a remis son rapport et ses conclusions aux termes desquels il a émis un avis favorable assorti de deux recommandations.

Tous ces éléments ont été rendus publics sur le site Internet de la Ville.

L'ensemble des remarques, demandes ou avis du public et des Personnes Publiques Associées, ainsi que le rapport d'enquête du commissaire enquêteur ont fait l'objet d'un examen particulier.

Certains ont entraîné des ajustements du PLU. Cette démarche est récapitulée dans la note de synthèse jointe à la présente délibération et transmise avec elle aux conseillers municipaux intitulée « Synthèse des modifications apportées entre l'arrêt et l'approbation du PLU de Chatres ». Ce document présente l'ensemble des contributions étudiées, ainsi que la manière dont elles ont été – ou non – prises en compte.

Délibérations :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2020/56 en date du 4 novembre 2020 portant prescription de la révision du plan local d'urbanisme, indiquant les objectifs poursuivis et décidant des modalités de la concertation ;

Vu la délibération n°2020/56 du 4 novembre 2020 actant la tenue d'un débat en conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n°2020/56 en date du 21 novembre 2023 portant arrêt du projet de plan local d'urbanisme et bilan de la concertation ;

Vu les avis émis par les Personnes Publiques Associées après la transmission du dossier de PLU arrêté ;

Vu l'avis n°2022-010 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Ile-de-France (MRAe) en date du 10 février 2022 ;

Vu les avis favorables avec réserves ou assorties de remarques des Personnes Publiques Associées ;

Vu l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture de la Région Ile-de-France sauf si l'intégralité de ses demandes est prise en compte.

Vu l'arrêté de mise à l'enquête publique du plan local d'urbanisme ainsi que les modalités de son déroulement ;

Vu le rapport et les conclusions favorables assorties de recommandations du Commissaire Enquêteur sur le projet de PLU remis le 17 octobre 2024 ;

Vu la note de synthèse annexée à la présente délibération présentant les modifications à apporter au projet arrêté le 21 novembre 2023 ;

Vu le dossier de PLU présenté et annexé à la présente délibération ;

Considérant que les conclusions de l'enquête publique et les avis rendus par les Personnes Publiques Associées justifient des modifications non substantielles du projet de PLU tel qu'il a été arrêté ;

Considérant que les adaptations ponctuelles et non substantielles apportées au projet de PLU arrêté constituent des ajustements qui n'ont pas pour effet de remettre en cause les partis d'urbanisme et d'aménagement retenus dans le PADD et n'ont pas pour conséquence de bouleverser l'économie générale du projet.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

DE MODIFIER le projet de Plan Local d'Urbanisme qui a été arrêté et soumis à enquête publique pour tenir compte des différents avis et des conclusions de l'enquête publique.

D'APPROUVER le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

DÉLIBÉRATION PORTANT RÉMUNÉRATION DES HEURES DE SURVEILLANCE EFFECTUÉES PAR DES ENSEIGNANTS DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS PERISCOLAIRES

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune a mis en place la réforme des rythmes scolaires à compter du 04/11/2024.

Pour assurer le fonctionnement du service il envisage de faire appel, notamment, à des fonctionnaires de l'Education Nationale enseignants qui seraient rémunérés par la commune dans le cadre de la réglementation sur les activités accessoires. Les communes ont, en effet la possibilité de faire appel à ces personnels pour assurer des tâches de surveillance et d'encadrement. Ces personnels seraient affectés aux heures d'enseignement et surveillance. Cette organisation serait applicable pour l'année scolaire 2022 à compter du 04/11/2024.

La réglementation est fixée par le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat.

La rémunération versée serait égale au montant des indemnités fixées par le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 fixant le taux de rémunération des travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles en dehors de leur service normal.

Les montants plafonds de rémunération s'établissent ainsi :

Personnels	Taux maximum à compter du 1^{er} février 2017
Taux de l'heure d'enseignement	
Instituteur exerçant ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire	22.26 €
Instituteurs exerçant en collège	22.26 €
Professeurs des écoles classe exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	24.82 €
Professeurs des écoles hors classe exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	27.30 €
Taux de l'heure surveillée	
Instituteurs exerçants ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire	20.03 €
Instituteurs exerçant en collège	20.03 €
Professeurs des écoles classe normale exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	22.34 €
Professeurs des écoles hors classe exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	24.57 €
Taux de l'heure de surveillance	
Instituteurs exerçants ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire	10.68 €
Instituteurs exerçant en collège	10.68 €
Professeurs des écoles classe normale exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	11.91 €
Professeurs des écoles hors classe exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	13.11 €

Le Maire propose de retenir ces montants. Invité à se prononcer sur cette question, après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

DECIDE pour l'année scolaire, de faire assurer les missions d'heures dirigées et surveillance, au titre d'activité accessoire, par des enseignants contre une rémunération égale au montant des indemnités fixées par le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 fixant le taux de rémunération des travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles en dehors de leur service normal.

PRECISE que les crédits suffisants sont prévus au budget primitif.

QUESTIONS DIVERSES

- CYCLOCROSS à très bonne organisation, remerciements à la municipalité et volonté d'en refaire l'année prochaine mais plutôt en septembre.
- Obtention d'une subvention de la région pour la toiture de l'église.
- Déchet au pied du château d'eau, une prise de contact avec NEXITY va être faite par Monsieur Louis BILLET.
- Les petits poteaux en bois de la rue du lavoir sont à remplacer.
- Approbation de la délibération de la commune par le département dans le cadre du PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 20 h 15.

Le Maire,
Michel ROLLIN

